



• *N'est pas pire sourd qui ne veut entendre ...*

Suite au formidable mouvement de refus de la réforme des retraites, que nous avons connu depuis six mois, un seul mot résume l'attitude de nos gouvernants : *MÉPRIS DU PEUPLE*.

Mais la question est : qui gouverne aujourd'hui notre pays, l'exécutif ou le MEDEF ?

"Remanié" ou non, le seul changement, selon leurs propres termes, c'est "gouvernement de combat".

Cela en dit long sur ce qui nous attend et il est à craindre que le pire reste à venir.

Mais en ce bas monde toute Bastille finit, un jour, par tomber. Alors patience...

Paul CRESP

• *Maison de l'histoire de France ou de l'identité nationale ?...*

D'éminents historiens, réunis à l'hôtel de Soubise, convoité par Nicolas Sarkozy pour y installer sa *Maison de l'histoire de France*, ont puissamment et publiquement démolé son projet de musée.

Un article dans *l'Humanité* nous rapporte les propos de certains d'entre eux :

Nicolas OFFENSTADT, maître de conférence à Paris I, a appelé à "dénaturaliser" ce projet né sous le signe du sarkozysme politique, qui a pour but de valoriser auprès du grand public, lettres de mission et rapports à l'appui, "l'âme de la France" et les grands hommes. Une vision conservatrice qui ne prend en compte ni la mémoire des gens ordinaires ni celle des communautés porteuses de mémoires exogènes comme les descendants d'esclaves des ex-colonies. Comment est-il possible d'envisager un musée d'histoire ? L'histoire échappe au monument que représente le musée...

Michèle RIOT-SARCEY, professeur à Paris VIII *“Quelle République allons-nous mettre en scène ? Celle qui a refusé le vote aux femmes, celle qui a justifié la colonisation, celle qui a failli au moment de l’affaire Dreyfus ? L’histoire est plurielle, contradictoire. Un conflit se pense. Un conflit ne se met pas au musée”*.

Arlette FARGE, directrice de recherches à l’Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales : *“Nos étudiants feront une autre histoire que la nôtre. Ils nous ont poussés à nous pencher sur l’histoire des affects, de la sensibilité, du féminin... Cette stratification qui fait l’histoire ne se regarde pas sur un mur, comme un objet figé”*.

Daniel ROCHE, professeur au Collège de France voit dans cette décision : *“Une remise en cause dramatique du programme de gestion envisagé pour l’avenir des Archives... une réduction intellectuelle des perspectives... une menace sur la faculté critique de chacun”*.

Christophe CHARLE, professeur à Paris I, dénonce : *“Un projet xénophobe figeant l’histoire dans un fantasme national mythifié, une historiographie au service des puissants qui instrumentalise les commémorations”*. Il l’oppose à *“Une relecture dynamique du passé, à une vision critique et perpétuellement évolutive”*.

La déclaration commune de neuf d’entre eux a été reprise par plusieurs media, ainsi que par la LDH :

(Tribune publiée dans l’édition datée du 22 octobre 2010 du *Monde*).

La Maison de l’histoire de France est un projet dangereux

“Un projet de **musée**, une volonté de diffusion des connaissances historiques... Assurément, vus de loin, de tels engagements, qui laissent croire à la découverte du passé, ne peuvent que susciter la sympathie et un intérêt de principe. Pourtant la Maison de l’histoire de **France** dont Nicolas Sarkozy vient d’annoncer, dans son discours des Eyzies (prononcé en septembre), qu’elle doit prendre place aux Archives nationales est un projet dangereux.

Ce danger découle de trois options hautement contestables : celle d’une **France** étriquée, celle du discours rétrograde qui sous-tend la Maison de l’histoire de **France**, et enfin, celle résultant du lieu d’implantation.

Une France étriquée. Il paraît bien surprenant aujourd’hui de vouloir limiter le projet d’un grand **musée d’histoire** du XXI^e siècle à la seule *“histoire de France”*. Alors que la *“mondialisation”* des économies et des sociétés ne cesse d’être évoquée comme une contrainte pour l’ensemble des États-nations, comment imaginer qu’un **musée d’histoire** du XXI^e siècle ne donne pas à cette échelle une place centrale pour aider les citoyens à se repérer dans un espace large, dans son historicité ?

L’Europe et ses prolongements sont intrinsèquement liés à l’histoire française depuis plusieurs siècles. Surtout, les développements récents ont montré combien la construction de cet espace politique suscitait d’interrogations, de méfiance et de rejet.

Comment penser une *“maison de l’histoire”* sans travail sur la notion d’Europe, sur ses inflexions, constructions et variations, de même que ses impensés. Le décalage est grand entre les pratiques et objets de l’histoire telle qu’elle s’écrit aujourd’hui : histoire des rencontres, des connexions, des métissages et le cadre historiquement daté du projet, qui redouble une vision idéologique, celle de l’État-nation se légitimant par l’histoire. Tout cela ne correspond pas à une exigence de recherche historique.

La seule justification à limiter une *“maison de l’histoire”* à la **France** tient dans la continuité du discours néonational du pouvoir : une telle maison serait en quelque sorte la vitrine historique de la supposée *“identité nationale”* dont l’incantation ne cesse de mobiliser les esprits depuis 2007 avec des implications terribles pour les plus vulnérables et déshonorantes pour ceux qui leur donnent réalité.

La vitrine historique de l’“identité nationale”. Si l’échelle privilégiée est celle

d'une **France** rabougrie, c'est, en conséquence, moins le résultat d'une réflexion pédagogique, savante et critique que de la mise en place d'un projet fondé sur la peur de l'autre et que le pouvoir exprime dans un mouvement de repli sur soi.

A une pseudo-*"crise identitaire"* du pays, un remède tout aussi *"identitaire"* est supposé nécessaire : une injection rassurante de roman national. Il suffit de lire les rapports (Lemoine 1 et 2, 2008, Hébert, 2010) qui ont préparé le projet de **musée**, pour y trouver cet appel à une histoire centrée avant tout sur l'État-nation et les grands hommes, à la recherche de "l'âme" et des "origines" de la **France**.

Si l'on doutait des enjeux idéologiques, la lettre de mission envoyée le 31 mars 2009 par Nicolas Sarkozy et François Fillon au nouveau ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, Eric Besson, ôterait toute hésitation. Elle comporte une section intitulée *"La promotion de notre identité nationale doit être au coeur de votre action"*. Il y est clairement précisé que le ministère de l'identité nationale prendra part à la mise en place du **musée**.

Un lieu en danger. Le lieu finalement choisi, après de nombreuses propositions et discussions, est le site des Archives nationales au coeur du Marais, à Paris. Si tant est que les remarques précédentes amènent encore à vouloir discuter d'un lieu éventuel, il faut alors souligner combien une telle implantation se ferait au détriment des politiques de développement actuel des archives qui ont tant besoin de cet espace.

Or les archives sont un des instruments de l'établissement d'une histoire qui ne soit pas le seul déploiement, plus ou moins habile, des discours souhaités par les pouvoirs. Enfin, n'y a-t-il pas d'autres lieux pour exposer l'histoire que les hôtels princiers, alors que tant d'espaces du travail rappelleraient plus aisément que l'histoire est aussi faite de *"vies minuscules"*, des hommes et des femmes ordinaires dont le quotidien et l'héritage légué à notre époque

fut bien autre chose que la seule construction de l'État-nation et les souffrances imposées par l'histoire-bataille ?

Les soussignés appellent donc à la suspension de ce projet tant qu'il n'est pas repensé dans un esprit d'ouverture en prise avec une recherche historique de notre temps."

Isabelle Backouche (EHESS)

Christophe Charle (univ. de Paris-I),

Roger Chartier (Collège de France),

Arlette Farge (EHESS),

Jacques Le Goff (EHESS),

Gérard Noiriel (EHESS),

Nicolas Offenstadt (univ. de Paris-I),

Michèle Riot-Sarcey (univ. de Paris-VIII),

Daniel Roche (Collège de France),

Pierre Toubert (Collège de France).

• **Rééditions...**

"Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" de Karl Marx, chez trois éditeurs :

– Présentation et nouvelle traduction de Grégoire CHAMAYOU, éditions *Garnier-Flammarion*, 2007, 6,80 € .

– Traduction de Marcel OLLIVIER, introduction, chronologies et notes d'Emmanuel BAROT et Jean Numa DUCANGE, éditions *Le Livre de Poche*, 5,50 €.

– Traduction Maximilien RUYBEL, éditions Gallimard, 9,70 €.

Coïncidence du calendrier ou conjoncture politique ambiante, voilà trois versions, qui arrivent bien à propos, d'un texte célèbre écrit par Marx en 1852 pour tenter d'expliquer la résistible ascension de Napoléon le Petit, et réédité en 1869, un an avant l'irrésistible chute du même Napoléon qui entre-temps n'avait pas grandi.

N'en déplaise à ses thuriféraires, qui poursuivent leur long et patient travail de réécriture de l'Histoire, dans l'espoir de le voir un jour réhabilité.

Ils ont cependant renoncé, semble-t-il à l'idée de faire rapatrier ses cendres car, selon eux, *"Une loi interdit que la dépouille d'un soldat tué sous l'uniforme anglais quitte le territoire national. Or le fils du couple Impérial, le prince Eugène fut tué en*

Afrique du Sud, lors d'une expédition anglaise contre les Zoulous, et sa dépouille repose aux côtés de ses parents, en Angleterre".

Propos tenus à la Fête du Livre de Toulon, où une conférence-débat a eu lieu sur le Second Empire. C'était surtout un "débat" entre deux auteurs bien d'accord entre eux. La participation du public n'était pas prévue.

L'un a écrit le livre du maire de Nice, Christian ESTROSI, ce dernier n'aurait écrit que la préface du "Roman de Napoléon III". L'autre, membre de l'Académie du Second Empire, a écrit *La fuite d'Eugénie*. Mais inutile de leur faire plus de publicité qu'ils n'en méritent.

– Gisèle ROCHE-GALOPINI

"Saint-Étienne les Orgues et la gloire de la Montagne", co-rédité par *C'est à dire* et l'Association 1851. Parution décembre 2010, 172 p. 22 €.

– Sans oublier l'ouvrage de Frédéric NÉGREL, déjà annoncé précédemment, réédité par l'Association 1851 : **"La société secrète Montagnarde d'Artignosc (1849-1851)** disponible auprès de l'Association, 320 p. 13 € + port 2 €.



• Publications...

– Sylvie APRILE, **"La Révolution inachevée (1815-1870)"**, Paris, Belin, collection Histoire de France, 2010, 700 p.

Présentation :

"Ce livre qui ouvre la période contemporaine s'attache à faire revivre un bref XIX^e siècle, aujourd'hui bien oublié. De ces quelque 55 années qui séparent la Révolution française et l'Empire de la Troisième République, régime qui s'impose

désormais, c'est la littérature et plus généralement la culture qui nous restent en mémoire. Les noms de Balzac, Chateaubriand, Hugo, Degas, Offenbach ou Haussmann sont plus familiers que ceux de Villèle, Ledru-Rollin, Persigny, Bertin, Pereire, quelques exemples parmi tant d'autres de ces hommes politiques ou de ces élites de la nouvelle société qui se met alors en place. Ce XIX^e siècle est aussi celui des anonymes, hommes et femmes, siècle de l'émergence non plus menaçante de la foule mais des votants, des agents de l'État, des consommateurs et des employés. Bourgeois et ouvriers, avocats et épiciers se côtoient dans un monde de plus en plus urbain qui contemple encore avec sidération l'événement passé qu'est la Révolution et dont tous perçoivent l'inachèvement, l'incomplétude.

L'ambition de cet ouvrage est de faire partager à travers le récit, les images et les problématiques de l'Atelier de l'historien, tout à la fois ce foisonnement et la façon dont se fabrique aujourd'hui l'histoire du XIX^e siècle français. Il a également semblé nécessaire de mettre en question les grandes inflexions et ruptures traditionnelles qui séparent le premier et le second XIX^e siècle, les césures de la monarchie parlementaire, la libéralisation du Second Empire. Ainsi, comment comprendre que la liberté, de tous les acquis de la Révolution le mieux ancré dans la société, ne s'impose pas comme le soubassement politique majeur des régimes qui se succèdent et donc n'éteint pas une soif de démocratie, déclencheur de deux nouvelles révolutions? Tout cela est souvent considéré comme constitutif de «l'exception française». La France est bien cependant connectée à un monde où l'expansion de la colonisation, les rivalités entre puissances, les enjeux économiques tissent une histoire globale qu'on doit affranchir du regard franco-français."

Sylvie Aprile est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lille III. Elle est également présidente de la Sté d'histoire de la Révolution de 1848 et des

Révolutions du XIX^e.

• **Projets pour le 160^e anniversaire ...**

– Le Conseil Général Jeunes des Alpes de Haute Provence, envisage la réalisation d'une BD et la composition d'une chanson sur le thème de 1851 pour le 160^e anniversaire.

– La commission Culture du *Parc Naturel Régional du Verdon* envisage de commémorer le 160^e anniversaire du soulèvement contre le coup d'État de décembre 1851.

Le 23 novembre à Castellane, notre association a été conviée à assister à une réunion de préparation de cette manifestation dont voici quelques directions envisagées:

Ce projet serait intitulé "1851, un soulèvement pour la République" et s'appliquerait à susciter le débat plus qu'à commémorer.

Différents acteurs en feraient partie : le parc, les municipalités, les Archives, troupes, groupes d'animation, éditeurs, associations...

Notre association pourrait poser son partenariat à partir de son expérience, de ses recherches, de ses historiens et conférenciers, sachant aussi que la tenue d'un colloque pour clôturer cette initiative a été envisagée.

CONVOCAATION

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

se tiendra à la Médiathèque de ST-ÉTIENNE LES ORGUES

le 18 décembre 2010

14h 30 • Conférence publique de **Romain GARDI**

“Reconquérir la République dans l'arrondissement d'Apt en décembre 1851”

Association 1851
Pour la mémoire des Résistances républicaines

CONFÉRENCE

par Romain GARDI

*Reconquérir la République
dans l'arrondissement d'Apt
en décembre 1851*

Saint-Étienne les Orgues
Médiathèque 18 décembre 2010 à 14h 30

16h : Ordre du jour de l'AG

• Rapport financier • Rapport moral et d'activité • Perspectives et propositions, avenir de l'Association • Débat • Votes.

*Possibilité de prendre le repas de midi au CAFÉ DE LA PLACE,
menu à 13 € (vin et café non compris).*

S'inscrire auprès de Noëlle Bonnet tresoriere.1851@wanadoo.fr
ou par tél. : 04/92/64/03/21

POUVOIR

Je soussigné(e) : (M, Me, Mlle*).....

donne pouvoir à (M, Me, Mlle*).....

lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra le samedi 18 décembre 2010

à la Médiathèque de St-Étienne les Orgues

À renvoyer au siège social de l'Association : Hôtel de Ville 04190 LES MÉES

**Rayer la mention inutile*

A la découverte de la mémoire républicaine

Le 30 septembre 2010, Coline Rozerot, professeur d'histoire-géographie au Lycée de Lorgues, a conduit ses élèves de Première L à la découverte des monuments d'Aups.

Dans le cadre de l'éducation civique, juridique et sociale (ECJS), les thèmes de la matinée étaient : représentation et légitimité du pouvoir politique, formes de participation politique et d'action collective, devoirs du citoyen, République.

Devise républicaine sur l'église, plaques commémoratives des résistants fusillés en 1944, buste de Marianne sur la fontaine, hôtel de ville de 1848, monument aux morts de la Grande Guerre ont été passés au crible par la trentaine de jeunes gens.

Ils avaient auparavant étudié en classe le coup d'Etat du 2 décembre et les résistances qu'il a provoquées dans le Var. C'est donc devant le monument aux martyrs de 1851, et le mausolée qui leur est dédié au cimetière, que Frédéric Negrel, professeur au Collège Henri Nans d'Aups, a évoqué l'engagement de ces républicains, leur attachement au Droit et à la Constitution, le symbole de Martin Bidouré, la répression qu'ils ont subie mais aussi les valeurs qu'ils ont transmises aux résistants de 1944 qui ont choisi ce même monument pour rendre hommage à leurs camarades tombés au combat.

Un bien belle initiative de Mme Rozerot qui effectue cette sortie scolaire depuis plusieurs années, terminant la journée sur les traces du maquis du Bessillon.



• À noter ...

Samedi 4 décembre, MAIRIE DES MÉES 10h – 12h30 **CONFÉRENCE**

suivie d'un débat avec :

Jean-Marc SCHIAPPA
(Président de l'Institut de Recherches
et d'Études de la Libre Pensée)

**“La République
ne peut-être que laïque”**

et

Frédéric NÉGREL
(Association 1851)

**“La Résistance républicaine
de décembre 1851”**